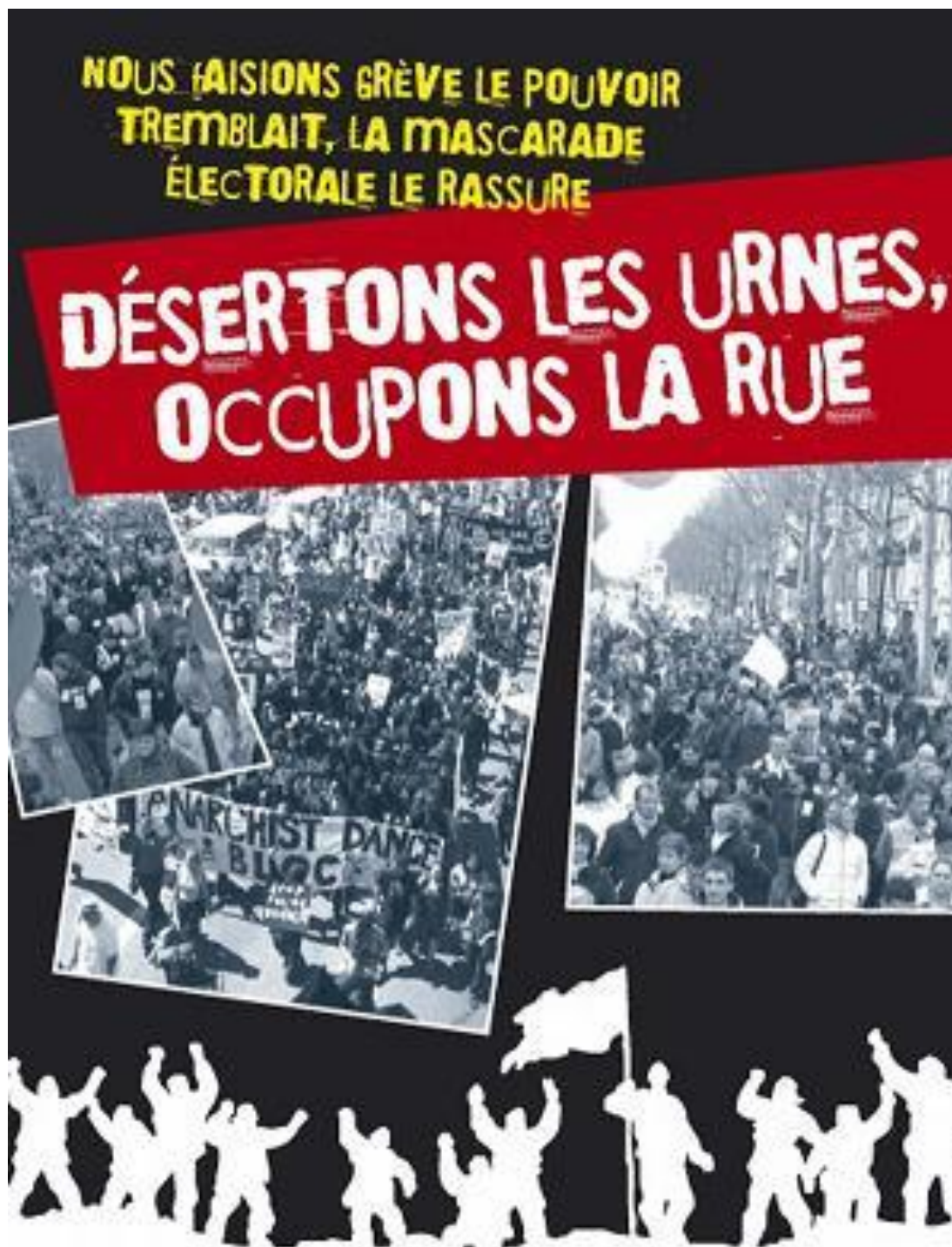


# **I**nfos & **A**nalyses **L**ibertaires

N° 114 – Septembre 2019



Pour les Municipales 2020 à venir vous savez ce qui vous reste à faire !

**AGIR AU LIEU D'ELIRE !**

# La retraite...aux flambeurs

E .S. GAPA de Perpignan

Avant même de créer un système à points, les gouvernants ont pensé à une hausse de la durée de cotisation.

Les syndicats s'y sont opposés...

Ce qui n'a pas empêché Jean Paul Delevoye de déclarer dès le 18 juillet :

*« Le système devra être à l'équilibre en 2025 au moment de la mise en place du nouveau système. Le projet devra être enrichi pour proposer les modalités de convergence (...) dans le cadre du projet de loi portant création du système universel. Ces modalités seront concertées avec les partenaires sociaux. »*

Promesses vagues qui laissent, comme c'est souvent le cas, la place à des ajustements voire à des reculades si besoin...

Au sortir des réunions gouvernement / "**partenaires**" sociaux, la langue de bois a laissé quelques copeaux s'envoler : *Nous y sommes opposés... ! Nous n'y sommes pas totalement opposés... ! Nous pensons qu'il y a matière à discuter...*

Insistons sur le fait que dans la dite réforme, il y a un **vice caché**, et les partenaires sociaux ont bien l'intention de le déterrer.

**En effet, les finances du régime à l'horizon 2025 devraient faire avec un manque de dix milliards d'euros**, manque dû à l'allongement de l'espérance de vie. Un cas dans lequel la durée de versement des pensions s'allonge...

Rappelons ici que, dans un passé pas si lointain, le dossier des retraites a donné lieu à des mobilisations, les dernières en date en mars 2003 et un peu plus tard en octobre 2010, **sans succès**...

Mais à l'été 1953 l'affrontement fut d'une toute autre dimension. Huit ans après la création de la Sécurité sociale, le gouvernement **Laniel** décidait de retarder l'âge de départ en retraite des fonctionnaires. Confronté à 4 millions de grévistes, il retirera son projet.



## Qu'en pensent aujourd'hui les gens de Pouvoir ?

Delevoye a déclaré à la mi-juillet :

*Le Président de la République et le Premier ministre m'ont chargé, auprès de la ministre des solidarités et de la santé, de préparer la création du système universel de retraite en coordonnant les travaux nécessaires et en organisant la concertation avec les principaux acteurs.*

*Le temps est venu de rendre compte au Premier ministre de cette mission.  
Dans ce document, je vous invite à partager les principes fondateurs du **système universel de retraite** tel que je le conçois à l'issue des travaux et des nombreux échanges que j'ai réalisés.  
Cette proposition de système universel veut contribuer à la construction de la protection sociale du XXI<sup>e</sup> siècle telle que souhaitée par le Président de la République et, conformément au cadre fixé par le Premier ministre, elle vise à **renforcer l'équité entre les générations**, à **mieux protéger les plus fragiles**, à **restaurer la confiance des Français** et à **redonner de la valeur au travail**.*

L'objectif de l'exécutif : **mettre un terme aux 42 régimes de retraite** existants et aboutir à un système où chaque euro cotisé donne les mêmes droits à tous les actifs.

Plusieurs pistes ont fait bondir les syndicats. Parmi elles, l'instauration d'un âge d'équilibre à 64 ans pour toucher une retraite à taux plein.

La hausse de la durée de cotisations est aussi un enjeu de l'exécutif.

Aujourd'hui, la période de référence pour toucher une retraite à taux plein est de 41,5 ans

A raison d'un trimestre supplémentaire tous les trois ans, cette période serait de 43 ans en 2035 (génération 1973).

Les « partenaires » FO et CGT, un tantinet désarçonnés et en recherche de nouvelles sensations ont annoncé une mobilisation à la mi-septembre ?

Quant à Laurent Berger, de la CFDT, il a déclaré « Nous ne voulons pas d'une réforme d'équilibre financier mais de progrès social »...

Vous avez bien lu **“de progrès social”** !

Bavasser avec des mecs qui n'ont de cesse que de faire travailler encore plus -toujours plus- les prolos, au détriment d'une vie sociale et culturelle humainement choisie, dans la bouche d'un des partenaires syndicaux cela devient **« une réforme de progrès social... »**

**Où il est question de la date d'entrée en vigueur de la Loi et d'une "concertation citoyenne"...**

Prévu pour passer en conseil des ministres à l'automne 2019, le texte devrait au préalable passer un premier test, comme l'a signalé Darmanin [ministre de l'Action et des comptes publics], devant les parlementaires après les municipales de 2020, après une « concertation citoyenne » qui devrait s'étaler sur un an.

Depuis la ruée « Gilets jaunes » sur le devant de la scène sociale, les gouvernants drivés au jour le jour par les conseillers en communication nous servent de la concertation citoyenne à toutes les sauces.

Mais les citoyens [les prolos] n'ont pas eu -et n'ont jamais- la voix au chapitre avant que les décisions soient prises. Le texte abouti, ficelé suffisamment favorable au système d'exploitation en vigueur (Libéralisme et capitalisme vent debout), texte passablement dégueulasse, viendra puiser sa «légitimité» auprès des manants convoqués pour une concertation qui n'a de nom que la tartufferie en vigueur chez les gens de Pouvoir.

### **Le système "universel" et par points Quèsaco ???**

► Objectif premier de la réforme des retraites défendue par Emmanuel Macron et désormais portée par Jean-Paul Delevoye : le système "universel", où chaque euro cotisé donne les mêmes droits à tous les actifs, quels que soient son métier et son statut. Très concrètement, les euros cotisés donneraient lieu à des points de retraite, calculés en fonction de l'intégralité de la carrière.

**Dans le cadre de la réforme des retraites, la valeur du point de retraite serait ainsi fixée :  
Pour 100 euros cotisés, un assuré obtiendrait 5,50 euros de retraite par an.**

Aujourd'hui les droits à la retraite sont calculés sur

- Les 25 meilleures années pour les salariés
- Les six derniers mois pour les fonctionnaires.

► Le rapport Delevoye préconise **de prendre en compte les revenus jusqu'à 120 000 euros** [3 fois le plafond de la sécu] contre **320 000 euros** aujourd'hui [8 fois le plafond de la sécu]. Au-delà de la limite des 120 000 euros, une cotisation de 2,81% non-créatrice de droits s'appliquerait. Les personnes ayant de **très hauts revenus** verraient leurs points de retraite de facto **plafonnés**.

Plusieurs organisations syndicales **craignent** qu'avec un tel mécanisme, **les pensions de retraite pour les très hauts revenus diminuent**.

-----  
**Quand le monde syndical tend à vivre cul par-dessus tête !**

*Delevoye considère « que les hauts revenus puissent participer au financement des solidarités » et les organisations de travailleur-s font valoir leurs craintes pour « les très hauts revenus »...*

L'intégralité de ces fameux points serait comptabilisée dans un compte unique. Une fois que ces points seraient transformés en retraite, les pensions devraient être revalorisées en fonction de l'inflation, afin de garantir le pouvoir d'achat des retraités, comme aujourd'hui. Pas de quoi rassurer certains syndicats qui redoutent la mainmise de l'Etat.

### **Les pensions de réversion**

Delevoye préconise de revoir le fonctionnement actuel afin de permettre au conjoint survivant d'obtenir **70% de la retraite totale du couple**. Une mesure pensée comme un moyen de revaloriser les pensions des femmes, souvent inférieures à celles des hommes. Précision nécessaire : les femmes représentent aujourd'hui la très grande majorité des bénéficiaires des pensions de réversion.

### **L'âge légal de départ à la retraite versus l'âge dit d'équilibre...**

L'âge légal de départ resterait fixé à 62 ans. Mais il faudrait attendre d'avoir 64 ans pour toucher **une retraite à taux plein**.

- Le système de décote et de surcote serait maintenu.
- Une personne désirant partir avant 64 ans verrait sa **pension amoindrie**.
- Une personne qui partirait après 64 ans [âge pivot] verrait sa **pension bonifiée**.
- Une mesure d'incitation dans le but de voir les Français quitter la vie active le plus tardivement possible.

Macron quant à lui préférerait trouver un accord « *sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge de départ* ».

### **Réforme des retraites et carrières courtes**

Le rapport Delevoye envisage la création de points de "solidarité" pour les périodes d'inactivité subies : maternité, maladie, invalidité et chômage indemnisé. Leur valeur serait identique à ceux des points de retraite dits "classiques". Cette mesure permettrait aux personnes concernées de ne pas avoir à travailler jusqu'à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein...

Autre changement, la revalorisation du minimum des pensions de retraite à **85% du Smic net**, ce qui intéresse en premier lieu les agriculteurs. Ces derniers ne percevant actuellement qu'un minimum de pension équivalent à 75% du Smic. Les exploitants touchent une pension de 730 euros en moyenne<sup>1</sup>.

Cette revalorisation semble loin de satisfaire tous les partenaires sociaux. D'aucuns réclament une pension équivalente à 100% du Smic.

---

<sup>1</sup> In CAPITAL.FR citant des chiffres du Conseil d'orientation des retraites (COR)



### Démantèlement des régimes spéciaux

Dans le cadre de la future réforme des retraites et de la mise en place d'un système "universel", les 42 régimes existants devraient être amenés à disparaître. Perspective qui est loin de satisfaire de nombreux partenaires sociaux et organisations professionnelles qui, elles, refusent de voir disparaître leur système de retraite. Il en va ainsi du premier syndicat des pilotes de ligne (SNPL). Idem pour **Sud-Rail**, syndicat représentant les cheminots.<sup>2</sup>



### Ce qui devrait changer pour les fonctionnaires

Ils apparaissent comme les grands perdants de la réforme des retraites. Le futur calcul des droits à la retraite devrait être fondé sur l'ensemble de la carrière<sup>3</sup>. Dans ce cas les pensions de retraite risquent de baisser. Ainsi il serait prévu que des primes soient incluses dans le calcul, en guise de compensation.

Solution jugée insuffisante par les enseignants qui en touchent peu<sup>4</sup>.

Autre axe de la réforme des retraites pour les fonctionnaires qui ne passe pas : l'âge de départ à la retraite. Actuellement, certains agents relevant des catégories "actives" peuvent partir avant l'âge légal de 62 ans<sup>5</sup>.

Jean-Paul Delevoye suggère d'y **mettre un terme**, tout en permettant que la pénibilité soit prise en compte.

Certaines spécificités seraient toutefois conservées pour les métiers régaliens (**policiers, surveillants pénitentiaires, militaires etc.**) et les **professions dangereuses** (sapeurs-pompiers professionnels par exemple).

Ils pourraient continuer à partir à la retraite de manière anticipée, mais dans ce cas, le rapport Delevoye préconise d'y instaurer **un âge de taux plein** pour chacun de ces métiers.

Le projet de Loi visant à s'attaquer au régime de retraites, que nous avons tenté de décortiquer ici, peut comme nous l'avons souligné auparavant, se heurter à la pression de la rue. Il sera alors temps d'évaluer la pugnacité réelle de la contre attaque.

On peut supposer, qu'à l'aune d'une très forte mobilisation [et si celle-ci se déroule dans un climat ne se limitant pas aux habituelles et parodiques manifestations d'opposition "bon enfant"], le gouvernement entamera probablement une reculade, sans toutefois enterrer complètement son projet...

Mais pour les anarchistes, pour les révolutionnaires, cette reculade, si elle a lieu, ne fera que retarder les attaques futures, toujours plus virulentes que le Capital et l'Etat fomentent contre les classes exploitées.

---

<sup>2</sup> A la RATP, plusieurs syndicats ont annoncé un rassemblement le 13 septembre en défense du régime spécial de retraite des agents. Le Conseil national des barreaux a appelé à une journée de mobilisation le 16 septembre avec le collectif SOS Retraites [médecins, chirurgiens, infirmiers, pilotes et kinésithérapeutes...]

<sup>3</sup> Actuellement, il se base sur les six derniers mois de la carrière pour les fonctionnaires.

<sup>4</sup> La FSU a ainsi évalué la perte à 250 euros environ par mois -en moyenne.

<sup>5</sup> Les aides-soignants peuvent ainsi partir à la retraite à partir de 57 ans.

## LES ANARCHISTES ET LA DIMENSION NECESSAIRE DES AFFRONTEMENTS...

Nous réaffirmons ici ce que beaucoup savent déjà, à savoir que « **le travail salarié, c'est déjà le vol organisé des richesses que nous produisons** » !!! C'est le vol de notre vie, par les patrons, les actionnaires et l'État. **Le racket sur nos retraites**, c'est l'extension de ce vol légal et illégitime qui aura pour conséquence de nous déposséder de quelques années de plus de notre vie, avec en devenir une explosion des maladies professionnelles, des accidents du travail et le renforcement de la précarité des plus âgé-e-s d'entre nous.



**L'Etat & le Capitalisme organisent  
le racket des retraites**

**Combattons-les ...**



**Développons les luttes sociales !**

### *L'État au service du Capitalisme*

L'État se fait l'instrument de classes dominantes et l'agent de la liquidation du système par répartition. C'est lui qui organise pour les classes dirigeantes le hold-up social sur notre dos.

**Il n'y a rien à attendre de l'Etat** ni des gouvernements quels que soient les partis auxquels il se réfère.

Dans le même sens, il paraît difficile d'attendre quoi que ce soit des bureaucraties syndicales. Elles nous ont prouvé [c'était le cas lors des derniers mouvements] qu'elles négocient et qu'en "partenaires sérieux et responsables", elles se résignent à accompagner le recul social ! Elles s'emploient à briser toute dynamique de lutte en préférant mener des journées d'action qu'elles savent inefficaces et sans lendemain !

Les seules perspectives qu'elles envisagent au sein des cahiers de revendications **s'inscrivent dans le cadre du Capitalisme, qu'elles considèrent comme indépassable.**

Si certaines des dites bureaucraties [CGT, FO, la FSU, Solidaires...] disent s'opposer à cette réforme, leurs perspectives de mobilisation ne dépassent pas pour l'instant l'appel timide à une mobilisation ponctuelle pour Septembre et octobre. Une unité syndicale toute de façade qui volera en éclat dès que les bureaucraties chercheront à négocier, sous la pression de fractions politiques clientes du gouvernement, ou pour préserver leur statut "d'interlocuteur et de partenaire" du pouvoir.

Nous ne pouvons nous satisfaire ni nous en remettre à des négociations menées entre « partenaires » au sommet, entre les bureaucraties syndicales et les organisations patronales et orchestrées par le gouvernement... Tout cela ne peut nous conduire qu'à une impasse.

Alors, un seul mot d'ordre

**Ni grèves de 24h, ni accords syndicaux !!!**



### ***Construire la Grève Générale à la base***

Celle-ci ne se décrète pas, elle se construit encore faut-il avoir la volonté de la construire.

Une telle volonté doit animer tous les travailleurs et toutes les travailleuses, à la base et au-delà des appartenances syndicales.

Celles et ceux qui sont syndiqué-e-s se doivent de développer dans leurs organisations les conditions d'une lutte massive, en créant des liens inter-organisationnels et interprofessionnels. C'est de cette unique façon que nous pourrons, en toutes circonstances, faire face aux manœuvres bureaucratiques.

Il est nécessaire dès à présent de développer des espaces organisationnels qui permettront d'entraîner, dans une lutte interprofessionnelle prolongée, toutes celles et tous ceux qui ne veulent plus subir l'arrogance patronale et étatique, l'arrogance des privilégié-e-s !

Seule cette lutte prolongée permettra la coordination de l'action entre tous les secteurs de la population.

Nous avons l'impérieuse nécessité de mener une grève active, nécessitant **blocage de la production, des transports, des centres économiques névralgiques.**

Il faut multiplier partout les initiatives menées par l'ensemble de la population, dans les entreprises, les quartiers, les communes... C'est ainsi que nous construirons un réel rapport de force.

Organiser la solidarité de classe dans le but de contourner les difficultés inhérentes à la grève prolongée et aux pertes de salaire qui l'accompagnent. Ce ne doit pas être un frein à la mobilisation.

Les travailleuses et travailleurs les plus précaires pourront ainsi s'investir au même titre que les autres.

Cette **nécessaire solidarité** peut prendre diverses formes : caisses de grève, soutien logistique...

**En participant aux mobilisations contre cette nouvelle réforme des retraites, on ne peut, c'est évident, se contenter de revendiquer seulement l'ouverture des droits à 60 ans ou la taxation des dividendes.**

**Des mesures qui s'inscrivant dans le système capitaliste et qui n'empêchent pas, à terme, la privatisation du système des retraites, le démantèlement de la protection sociale, la généralisation de la précarité, le renforcement des inégalités sociales.**

***Face à la barbarie capitaliste, pas de statu quo : Révolution sociale !***

### ***Il est illusoire de recourir à l'État pour réguler l'offensive capitaliste !***

L'Etat n'a jamais été et ne sera jamais le garant de l'intérêt commun, il est la force organisatrice des inégalités au service du Capitalisme.

**La résignation ou un «vote sanction» aux prochaines Municipales n'y changeront rien.**

Pour ne plus subir, nous devons ouvrir des perspectives de rupture avec le Capitalisme.

En opposition avec ce système fondé sur l'exploitation et l'injustice sociale, nous proposons de construire une société basée sur l'égalité politique, économique et sociale, une société solidaire, d'entraide, sans classes et sans État. Une société fondée sur la propriété commune des moyens de production et de distribution.

Pour répondre aux questions sociales et politiques, nous proposons une organisation sociale basée sur l'autogestion généralisée de la société et sur le fédéralisme.

La gestion directe de la société, de la production et de la distribution des biens et des services [pour satisfaire nos besoins] peut se construire dès à présent au sein des luttes autonomes. Dans ce but nous pouvons et nous devons nous organiser toutes et tous, ensemble, et décider et gérer la conduite des mobilisations...

C'est une condition nécessaire afin que demain nous puissions prendre en charge collectivement la conduite de la société.

Un projet de société qui ne deviendra réalité qu'à travers les luttes, portées par le plus grand nombre, pour enfin sortir du Capitalisme et de l'Etatisme.

**En conclusion, il ne s'agit pas de défendre un système de retraites pourri ou de prétendus acquis qui nous conduisent à devoir travailler 65 ans (quand on travaille) dans l'espoir de pouvoir crever en paix : *perdre sa vie à la gagner.***

**Il s'agit de se défendre contre cette nouvelle offensive de l'Etat et des capitalistes.**

★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★

# La meilleure défense c'est l'attaque.

## Alors passons à l'offensive.

## Basta de leurs règles du jeu !

# Dépassons les bornes, abolissons l'Etat et le Pouvoir !





# Du train fantôme au TOUT EN CAMIONS...

*...ou de la connerie pharaonique des gouvernants et des décideurs*

O.A. Perpignan

Depuis 1986, quelque 1 200 tonnes de produits primeurs étaient acheminées chaque jour de la saison haute – de novembre à juillet –, dans des wagons réfrigérés, depuis Perpignan jusqu'au marché international de Rungis (Val-de-Marne), qui se présente comme le plus grand marché du monde.

Ces fruits et légumes viennent pour beaucoup d'Espagne ou du Maroc...

L'histoire commence avec ce constat « **le train qui transporte des marchandises de Perpignan à Rungis<sup>6</sup> n'a plus de clients et risque d'être remplacé par des camions.** » C'est ce que laisse entendre la ministre des Transports, Elisabeth Borne dans une interview accordée au *Midi libre*, le vendredi 12 juillet. Mais elle ajoute que si les 160 000 tonnes de primeurs acheminées par voie ferrée, chaque année, de Perpignan à Rungis en Ile-de France le seront dorénavant<sup>7</sup> par camion, la ligne ferroviaire continuera tout de même à « **fonctionner la semaine prochaine** » le lundi 15 juillet<sup>8</sup>...



---

<sup>6</sup> Le train transporte dans ces wagons frigorifiques 400.000 tonnes de fruits et légumes par an, du sud de la France à l'Ile-de-France. Une ligne de 835 kilomètres dont la "pérennité" n'est plus assurée selon la CGT Cheminots...

<sup>7</sup> A partir de la date de l'interview

<sup>8</sup> L'inquiétude (doux euphémisme) des organisations syndicales et la colère engendrée par cette décision unilatérale de mettre un terme à la ligne ferroviaire allaient conduire à bras de fer très ferme avec la Ministre. Bras de fer qui allait donner cette volte face gouvernementale. La décision d'E. Borne assurant que [même vide] ce train « roulera lundi ». ...peut être rangée au rayon des "ahurissantes et fantasques" décisions.

A partir du lundi 15 juillet, c'est en effet un « **train fantôme** » qui circulera sur la ligne Perpignan-Rungis, en sursis depuis mai 2019. « *Il fera le trajet à vide* » comme l'annoncent des syndicalistes du collectif de défense créé à cette occasion...

Un train qui ne transportera en définitive que "la communication gouvernementale" circulera donc à vide muni de wagons non frigorifiques...

Le lundi 15, le Ministère des Transports faisait savoir que : « *Le train roule aujourd'hui comme tous les jours de la semaine, conformément aux engagements de la ministre des Transports et de la SNCF* ». Il ajoutait « *Personne ne souhaitait que cette ligne s'interrompe, **la ligne n'est donc pas interrompue*** ».

Quant à la SNCF, laconique au demeurant, elle précisait de son côté « *le train, qui transporte essentiellement des fruits et légumes primeurs venus d'Espagne et du Maroc, va rouler "cette semaine", six jours sur sept* »

Contresens écologique, certainement mais pas seulement... ! C'est un contresens économique, un contresens "systémique" qui nous renseigne sur l'aberration d'un fonctionnement sociétaire ou les intérêts "capitalistes" et les comportements suicidaires des "représentant de l'Etat" l'emportent sur toutes autres considérations.

### **Quand le pouvoir dépasse les « bornes » ! Les suites de cette farce / supercherie**

Le Ministère des transports faisait savoir qu'une réunion sur ce dossier était prévue pour le mercredi 17 juillet à Perpignan afin de « *travailler sur la solution ferroviaire pérenne qui prendra le relais du train actuel* », a confirmé le ministère. La réunion de ce groupe de travail à laquelle la CGT-Cheminots, n'était pas conviée fut précédée d'une rencontre entre cette dernière et le GGITM (direction générale des infrastructures, des transports et de la mer)...

Les conclusions du groupe de travail ne se firent pas attendre : la ligne de fret du « train des primeurs » Perpignan-Rungis qui roulait à vide depuis le début de la semaine fut finalement suspendue [dès le mercredi 15 juillet] jusqu'au 1er novembre<sup>9</sup>.

#### **« Le train fantôme » était donc mis au rencart. »**

La faute à qui ? A la totale absence d'anticipation de la SNCF ou même une absence de volonté, dans la gestion de son matériel, en l'occurrence la vétusté de wagons frigorifiques ayant leur limite d'âge au pire à la fin de l'année.

Dans le même temps, les "clients" privilégiant leurs intérêts à toute autre forme de considérations [environnementales ou autres...] allaient mettre fin à leurs contrats, **privilégiant au ferroviaire, les transporteurs routiers**<sup>10</sup>.

Un contresens écologique représenté par le remplacement du Ferroviaire par le Routier.

Il nous faut insister sur cette aberration et ce laxisme gouvernemental bien droit dans ses bottes libérales.

Le gouvernement pond des lois sur l'Énergie et le Climat et se nourrit de faux-semblants tout en se donnant une bonne conscience.

La réalité est toute autre. L'Etat fait le « taf » en laissant agir le marché.

Une situation qui n'est jamais avantageuse pour le train.

Et tout cela pour se retrouver avec 25 000 camions supplémentaires sur les routes et autoroutes.

La pollution de l'air a encore de beau jour !!!

---

<sup>9</sup> La réunion du comité de pilotage ministériel à la préfecture des Pyrénées-Orientales décida en effet de la suspension temporaire, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, de la ligne ferroviaire de fret reliant la plateforme Saint-Charles international de Perpignan, [**premier centre de commercialisation, de transports et logistique de fruits et légumes en Europe**] et le marché de Rungis.

A la suite de cette réunion la Ministre assurait « *qu'à l'unanimité, tous les acteurs ont convenu qu'il faut relancer cette liaison de fret ferroviaire. Ça sera le cas à l'automne* » a-t-elle assuré avant selon elle, la préparation « *d'une solution pérenne* ».

<sup>10</sup> Le renouvellement complet du train est estimé à environ 20 millions d'euros et devrait être serait à la charge des transporteurs. « Trop cher pour » **Rey** et **Roca**, qui ajoutent que « *Pour pouvoir réinvestir dans ces wagons-là, il faudrait avoir des perspectives (...), mais c'est un marché qui est extrêmement volatile, et donc un engagement sur des sommes aussi importantes n'est pas possible* »

### **« Le 1<sup>er</sup> novembre on se retrouvera dans la même situation »**

La question centrale tourne autour de la marge de manœuvre d'E. Borne qui est totalement inexistante. En effet comment pourra-t-elle inciter les chargeurs [des capitalistes] à revenir au fret ferroviaire alors que les contrats sont clôturés ? La réponse à cette question se trouve toute entière contenue dans l'idée que l'on se fait du système social-libéral [Capitalisme et Etatisme la main dans la main].

Ce système se moque bien des contingences humaines, environnementales, sociales. Ce qui le meut c'est le profit et ce, quoi qu'il en coûte !

### **Tenue d'un nouveau comité de pilotage le 11 septembre 2019**

D'après ce qu'avait annoncé préalablement Jean-Luc Gibelin, vice-président de la Région Occitanie, en charge des Transports, ce comité serait « *ouvert à la grande distribution et à la filière Bio* ».

Cette première réunion de pilotage s'est tenue au ministère des transports, mercredi 11 septembre, organisée par le ministère des transports à Paris. La SNCF, l'Etat, les collectivités locales et les entreprises transporteuses se retrouvaient pour fixer les modalités du redémarrage de la ligne et pour tenter de répondre à la question : **Que va devenir le train Perpignan-Rungis ?**

En y répondant, les présent-e-s tentaient de trouver une solution pérenne pour le train dit des primeurs.

### **Les problèmes de la liaison Perpignan-Rungis,**

- La vétusté des wagons et donc le coût de leur remplacement 20/30 millions d'euros, coût que personne ne veut assumer...

- Le fait que le train repartait quasi systématiquement à vide du marché de Rungis vers le Sud. Les clients privilégiant de moins en moins cette solution ferroviaire.

Le contrat qui liait la SNCF aux deux exploitants des quais, les sociétés **Rey** et **Roca**, a pris fin le 30 juin 2019. Le train de fret a été suspendu à la mi-juillet, et ce, jusqu'au 1er novembre, mais sa possible disparition au profit du transport routier a suscité de vives critiques, notamment à gauche et chez les écologistes.

### **Ce que disent les acteurs du dossier ?**

D'un côté, il y a la SNCF, et sa filiale Fret SNCF, qui est propriétaire des wagons réfrigérés vieillissants, et qui n'est pas certaine, en les renouvelant, de pouvoir les rentabiliser, faute de contrats de long terme.

De l'autre, il y a les collectivités territoriales : les départements du Val-de-Marne, la région Ile-de-France et la région Occitanie. Tous veulent « sauver » la ligne, pour des raisons environnementales et pour conserver les emplois induits.

La suppression du Perpignan-Rungis impliquerait des transferts par camion, engendrant d'importantes émissions polluantes et de gaz à effet de serre.

Quelles sont les solutions envisagées ?

Des déclarations contradictoires laissent présager qu'à terme, ce dossier se clôturera comme beaucoup d'autres auparavant. La liaison transports des marchandises se poursuivra à condition d'être rentable pour les "capitalos".

### **A l'heure des déclarations et des démentis...**

Dès le mercredi 11 septembre, le collectif « Sauvons le train perpignan-Rungis » annonçait que l'opérateur public abandonnait le train... « C'est donc officiel, la SNCF annonce son désengagement sur la liaison Perpignan-Rungis. L'opérateur public historique abandonne un train qui transporte chaque jour 1 200 tonnes de fruits et légumes frais. »

Le lendemain c'était au tour de la SNCF de déclarer : « NON ! SNCF ne se désengage pas. Toutes les parties prenantes étaient réunies [mercredi] à la recherche d'une solution. Il y aura d'autres réunions comme annoncé. » Ce démenti a été reproduit dans le journal le Monde.

Pourtant, Le Parisien rapportait bien de son côté que les intervenants de Fret SNCF avaient bien annoncé « qu'ils ne seront plus opérateurs du train, y compris dans la **SOLUTION TRANSITOIRE A METTRE EN PLACE POUR LE 1ER NOVEMBRE** ».

Présent à cette réunion, Jean-Luc Gibelin, vice-président de la région Occitanie, confirme aussi auprès du Monde que « **la SNCF a dit clairement qu'elle ne serait plus l'opératrice de cette ligne et ne veut plus jouer son rôle** ».

Une nouvelle réunion fixant les modalités précises du redémarrage de la ligne a été programmée au 23 septembre

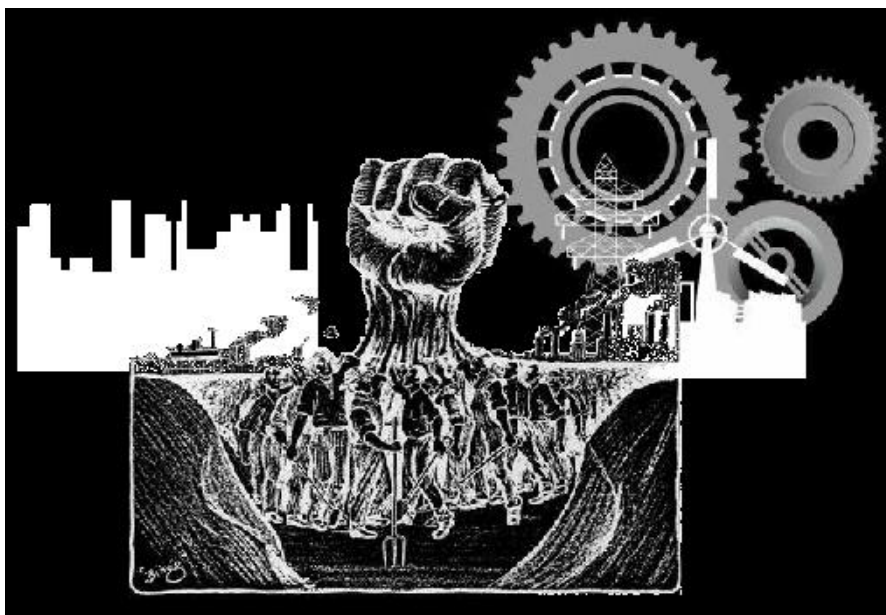
#### **En conclusion**

D'ici au mois de novembre, toutes les options sont envisageables, dont :

- Le transport combiné, qui permet de faire voyager des camions chargés sur des trains ;
- La création d'une autoroute ferroviaire entre Barcelone, Perpignan et Rungis à « l'horizon 2022 ».

**Nous y ajoutons pour notre part d'autres options [même si le début novembre 2019 semble trop rapproché]**

- **La gestion directe de la Production des marchandises et de la gestion des échanges.**
- **La prise de contrôle par les acteurs et actrices de la production de tous les leviers de la vie en société.**
- **L'expropriation capitaliste.**
- **L'abolition de la machine étatique.**
- **L'autogestion généralisée et le fédéralisme dans les échanges.**





# Allons z'enfants...

La dernière trouvaille du ministre de l'éducation nationale figure dans l'article 4 de la loi « **Pour une école de la confiance** » publiée au BO du 26 juillet qui indique que « *l'emblème national de la République française, le drapeau tricolore bleu blanc rouge, le drapeau européen, la devise de la République et les paroles de l'hymne national sont affichés dans chacune des salles de classe des établissements du premier et du second degrés publics et privés sous contrat* ».

Rien de nouveau sous le soleil du patriotisme et de la propagande nationale : entre deux couplets sur l'héroïsme il est toujours bienvenu de fredonner un air national en se pâmant devant le drapeau national et européen.

Qui sait ? Sur un malentendu ça pourrait donner envie à nos jeunes de servir la nation en adhérant au Service National Universel que le gouvernement veut imposer à toutes et à tous les jeunes de 16 ans. Au programme que du bonheur :

encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando... Un vrai jeu vidéo grandeur nature avec l'argent des contribuables (6 milliards €/an selon un rapport sénatorial de 2017).

Depuis la suspension du service national le 28 octobre 1997, celui

## L'ARMÉE RECRUTE...



## ...ELLE TE TEND LA MAIN.

que les jeunes garçons devaient effectuer pendant un an, les

nostalgiques du service militaire rêvent de remettre le couvert. Et c'est dans cette tradition que s'inscrit le SNU pour restaurer ou créer « *un lien sacré entre le peuple et la Nation* ».

En dehors du coût exorbitant de ce gadget patriotique, il faut souhaiter que la jeunesse ne se laisse pas embrigader par les discours moralistes et interclassistes de ces politiciens qui les prennent pour des z'enfants.

Quelque chose nous dit que leur discours est de moins en moins crédible : les jeunes et les moins jeunes sont bien placés pour constater que ceux qui leur racontent des histoires de civisme et de solidarité nationale sont les mêmes qui font gazer ou éborgner les manifestants qui défendent leurs droits et leur dignité. Les mêmes aussi qui défendent ceux qui mettent la planète à sac pour gagner toujours plus de fric.

Il n'y a qu'un seul drapeau qui vaille le coup, c'est celui de la lutte sociale pour construire un monde nouveau solidaire et libertaire, débarrassé des patriotards de l'âge des casernes...

OA Toulouse, septembre 2019



## L'anarchisme à Alicante

Conformément à ce qu'on pense, l'anarchisme est présent en Espagne. Le local de la CNT à Alicante arbore le drapeau rouge et noir à la fenêtre, il y a des graffitis anars en relation avec la politique actuelle sur les murs.

En effet les réponses aux agissements de «**Vox**<sup>11</sup>», aux accords de gouvernement honteux, la dénonciation des alliances politicardes se voient sur les murs.

Les appels à ne pas voter et à agir se voient aussi. Le local de la CGT (anarcho-syndicaliste en Espagne) organise régulièrement conférences, expositions et autres activités militantes, elle a été très présente lors des grèves féministes du 8 mars et dans les actions féministes en général.

Pendant l'été, il y a eu des grèves à la RENFE (SNCF espagnole) à des dates charnières : 31 juillet, 14 août, etc., ces mouvements de grève étaient organisés par la CGT pour protester contre la prochaine privatisation totale des chemins de fer.

Ce mouvement a totalement été passé sous silence par les médias. Là-bas comme ici, le militantisme libertaire est ostracisé tant par les moyens de communication que par les autres syndicats dits majoritaires, or la CGT est l'un des syndicats majoritaires.



En 2019 comme en 1936, l'anarchisme est présent en Espagne, présent et actif sur la scène politique au travers d'actions, de manifestations et de mouvements de grèves dans des entreprises étatiques récemment privatisées comme la **RENFE** ou la **Telefónica**... Mais en 2019 comme en 1936, il n'est pas de bon ton de parler d'anarchisme puisqu'il remet en cause les travers du système de gouvernement ainsi que les notions de pouvoir, d'ordre, de patriarcat et de capitalisme.

---

<sup>11</sup> **Vox** enregistré comme parti le 12 décembre 2013 ne s'est présenté devant les médias qu'à partir du 16 janvier 2014, à travers une conférence de presse de ses fondateurs... [«*Nace Vox pidiendo la eliminación de los parlamentarios regionales*» in **El Mundo** 17 janvier 2014]

Aux élections européennes de 2014, **Vox** est arrivé en 11<sup>ème</sup> position avec 246 833 voix soit 1,56% du total des voix...

En décembre 2018, le parti obtient 10,96 % des voix et remporte 12 sièges aux élections en Andalousie... Sa percée est remarquée dans le pays et à l'étranger, Vox devenant ainsi le **premier parti d'extrême droite** à obtenir des sièges dans un parlement espagnol depuis la transition dite "démocratique". Parti anti immigration, **Vox** fait campagne sur la promesse de déporter les immigrés illégaux, de fermer les mosquées fondamentalistes...

Aux élections générales espagnoles du 28 avril 2019, **Vox** dépasse la barre des 10 % et fait une entrée en force au Congrès des députés. Il se classe en 5<sup>ème</sup> position derrière **Podemos**... Le même jour, lors d'élections au Parlement de Valence, **Vox** obtient 10,6% des voix [10 députés dans l'hémicycle]...

Aux dernières élections européennes du 26 mai 2019, **Vox** a obtenu trois sièges...

# Histoire d'une mobilisation **antifasciste** en Vallespir...

La journée du 24 août, appelée dès le 9 juillet 2019 par le CVA 66 qui voulait fédérer tou-te-s les antifascistes des P.O, dans le but de marquer une forte opposition à l'Extrême-droite sur la ville d'Amélie-les Bains (66), [cette dernière abritant au mas de «la griffe»<sup>12</sup>, du 25 au 30 août, l'université d'été d'*Egalité et Réconciliation*, mouvement d'ultra droite animé entre autres par Alain Soral] n' aura réussi, et c'est regrettable, qu'à laisser paraître une dispersion des forces.

Sans attacher plus d'importance que cela en a [au niveau idéologique] il convient malgré tout de signaler qu'au niveau factuel cette dispersion soulève pas mal de questionnements en même temps qu'elle donne de l'antifascisme une image bien peu stimulante et attirante.

## La démarche du CVA 66 dès l'origine...

Ce fut en effet à la date du 9 juillet que nous avons, pour ce qui nous concerne, lancé l'idée d'une action antifasciste d'ampleur contre l'université d'été d'Egalité & Réconciliation dans le Vallespir.

Nous avons tenu d'emblée à placer volontairement notre démarche dans les pas de l'Unité des organisations et individus qui se réfèrent peu ou prou à une démarche sinon un engagement antifasciste.<sup>13</sup>

A cette date du 09/07, le mail qui suit était adressé aux organisations -ainsi qu'à une centaine de personnes parmi nos proches- toutes et tous qui se réfèrent à l'antifascisme...

**Comité de Vigilance Antifascistes des P.O.**  
[comitevigilanceantifasciste@riseup.net](mailto:comitevigilanceantifasciste@riseup.net)

Perpignan le 9 juillet 2019

**Appel à tous les antifascistes contre « l'Université d'été » d'Egalité & Réconciliation avec Soral, Cerise, Viguiet & Hindi à Amélie-les-Bains (66) - (25-31 août)**

Le Comité de Vigilance Antifasciste des Pyrénées-Orientales a alerté sur les implantations successives des structures d'Alain Soral dans ce département, en particulier sur leurs stages de survivalisme, à Opoul et désormais à Amélie-les-Bains dans le mas du porte-parole de l'organisation E&R : Marc Faisans.

Nos alertes ont finalement été reprises par les antifas des Hauts Cantons du 34, puis via une mise en ligne de la Horde, brièvement évoquées dans la presse régionale.

Mais les stages de la succursale commerciale « Prenons le maquis » d'Egalité & Réconciliation se poursuivent, à un rythme mensuel, sans problèmes puisqu'ils sont hébergés dans un domaine privé.

E&R se sent tellement à l'aise à Amélie-les-Bains-Palalda qu'ils ont érigé une **CROIX MONUMENTALE AU SOMMET DU Roc Saint-Sauveur (San SALVADOR)**, sous les vivats d'ultras catholiques :

<https://profidecatholica.com/2019/04/15/la-croix-retrouve-sa-place-sur-le-roc-saint-sauveur-grace-a-er-video/>

Le silence assourdissant des élus locaux et des représentants de la République face à cette installation religieuse ostentatoire démontre à nouveau combien la posture de « victime du système » d'E&R n'est qu'une grossière manipulation : Soral l'a d'ailleurs apprise des Le Pen et elle est commune à toutes les droites extrêmes.

Une nouvelle étape est aujourd'hui franchie avec l'annonce de la tenue de l'**Université d'été 2019 d'Egalité & Réconciliation dans ce mas de Marc Faisans à Amélie-les-Bains, du 25 au 31 août**. Les formateurs en seraient **Alain Soral** lui-même, **Lucien Cerise**, l'avocat **Damien Viguiet** et **Youssef Hindi**.

La position du CVA-66 est sans ambiguïté : **Egalité & Réconciliation, ni ici, ni ailleurs**.

Nous serons donc présents dès l'après-midi du 24 août aux très rares points d'accès du mas de la Griffes. Et nous invitons tous les antifascistes : Individus, militants, organisations, à une présence massive et ferme contre cette pseudo-université d'E&R.

Le CVA 66

Nous avons attendu de recevoir des réponses à notre mail, **en pure perte !...**

<sup>12</sup> Mas géré par Marc Faisans dit «Marco» représentant d'«*Egalité et Réconciliation*» pour les Pyrénées-Orientales

<sup>13</sup> Les organisations invitées, **groupe Puig Antich** (OA) ; **CNT 66** ; **CNT-SO** ; **CNT-AIT** ; **Gr. John Cage** (FA) ; **Liaison P. Ruff** (FA) ; **Fédération départementale du PS** ; **Fédération départementale du PC** ; **NPA 66** ; **Parti de Gauche 66/LFI** (Daspe) ; **POI** ; **Lutte ouvrière** ; **EELV** (K. Mingau) ; **Solidaires 66** ; **UD CGT 66** ; **UD FO 66** ; **UD CFDT 66** ; **Sud Education 66** ; **FSU 66** ; **UNEF Perpignan** ; **La Cimade** ; **LDH 66** ; **ATTAC 66** ; **Energie citoyenne** ; **AFPS 66** ; **MRAP 66** ; **ASTI Perpignan** ; **Les madeleines...**



Seule la LDH 66 a posté sur son site des P.O l'appel du CVA66 en date du 22/09...

Malgré ce contre temps, nous avons poursuivi dans le même tempo, tant dans la préparation de l'action que dans l'information des divers destinataires....

## Des actions dans un but unitaire malgré tout

Nous avons rencontré les gilets jaunes, lors d'une de leur assemblée le 14 août à Villeneuve-de-la-Raho. Nous avons distribué un tract le jeudi 15 août sur le marché d'Amélie-les-bains et nous avons invité les mêmes organisations et personnes proches à une réunion le jeudi 22 août à 18H30 à la librairie Infos afin de peaufiner ce qui pouvait l'être...

Le 15 nous faisons parvenir un communiqué à l'Indépendant, communiqué allant dans ce sens, et adressé à la vingtaine d'organisations...

**POLITIQUE** (Indépendant 19.08.2019)

**Réunion du Comité de Vigilance Antifascistes des P.-O pour une action le 24 août**  
**Le CVA des P.O communique.** "Le Comité de Vigilance Antifasciste des P.O. a fait parvenir dès le 9 juillet, un mail à toutes les organisations politiques, syndicales et humanitaires afin de marquer l'opposition des antifascistes du département à la tenue de l'université d'été « d'Égalités & Réconciliation » et la venue ici de Soral et consorts... Depuis, nous avons fait circuler l'information parmi les Gilets jaunes et certain-e-s se déclarent favorables à l'action. Les militant-e-s du CVA66 ont distribué un tract/information sur le marché d'Amélie-les-Bains ce jeudi 15 août en matinée, tract qui figure en pièce jointe. Afin de relancer la mécanique et de fédérer ce qui peut l'être, nous invitons l'ensemble des organisations et individus intéressé-e-s, à une réunion le jeudi 22 août à 18 h 30 à la librairie Infos, 2 rue Théodore Guiter. Ce sera l'occasion de finaliser ensemble l'action du 24".

## La machine infernale de la désunion...

Moment difficile, car, dans le même temps, nous prenions connaissance de l'initiative de «militant-e-s, lesquel-le-s au nom de "l'UNITÉ" sacrifiaient la dite unité sur l'autel du **repli idéologique et sectaire** ».

Ils/elles en appelaient à une réunion, ainsi qu'à une conférence de presse pour le 21 août, dans les locaux de la CGT... Bien évidemment **la quinzaine d'organisations** à l'origine de ce mauvais coup s'abstenait d'inviter et même d'en avertir le CVA 66...<sup>14</sup>

<sup>14</sup> POSTE SUR LE SITE DU NPA 66

URGENT ! SAMEDI 24 AOUT - RASSEMBLEMENT ANTIFASCISTE A CERET !

Suite à la conférence de presse unitaire (\*) tenue mercredi matin dans les locaux de la CGT 66 pour dénoncer la tenue de l'« Université d'été » du fasciste Alain Soral à Amélie-lès-Bains, il a été décidé de tenir un **rassemblement devant la sous-préfecture de Céret** Samedi 24 août à 10h

Il sera suivi d'une distribution de tracts au marché de Céret.

Ci-joint l'introduction que notre camarade Jean Boucher a faite à la conférence de presse

(\*) Organisations ayant appelé à la conférence de presse : CGT, FSU, Solidaires, Union syndicale des retraités, AFPS, Agaureps-Prométhée, ASTI, LDH, MRAP, EELV, Génération.s, NPA, PCF, PG, RCP

Ce contre temps, doux euphémisme pour décrire une manœuvre orchestrée dans le seul but de squeezer le CVA 66 et les "anarchistes", fut orchestré par des organisations se servant à dessein d'un combat éminemment nécessaire pour, dans le même temps, nous la faire à l'envers !...

### Désunion... mais dans quel but ???

Révéléateur, fut à cet effet le Speech introductif du représentant du NPA, en ouverture de la conférence de presse **unitaire** \* « anti-Soral » du 21 août 2019, dont le contenu vous est fourni à la suite...

*D'abord je tiens à dire combien il est important que les forces démocratiques et progressistes, **vraiment progressistes** \*, sachent se rassembler, comme aujourd'hui, pour dénoncer et combattre le fascisme.*

*Surtout dans cette période de montée partout de l'extrême droite et aussi des dérives autoritaires que l'on connaît y compris au niveau gouvernemental contre les droits et libertés démocratiques. Qui est donc cet Alain Soral qui va tenir **une soi-disant** \* « université d'été » dans notre département? Soral a été condamné une vingtaine de fois, y compris à des peines de prison, principalement pour injures raciales, provocation à la haine contre les juifs, apologie de crimes de guerre et contre l'humanité. Dernièrement encore, en juin, il a comparu devant le TGI de Bobigny pour avoir publié sur son site Internet un clip de rap intitulé « Gilet jaune » -parce qu'il faut savoir aussi que Soral a tenté malhonnêtement, un temps, de se réclamer et d'instrumentaliser ce mouvement populaire des GJ qui lui est pourtant étranger...Il a donc publié un clip d'un antisémitisme particulièrement violent où il montre des papiers et photos de personnalités juives, traitées de « parasites », brûlant dans un brasier. Je ne doute pas que vous voyez à quoi cela fait référence! Mais rien d'étonnant quand on connaît les propos négationnistes nauséabonds de Soral sur les camps d'extermination nazis et sur le génocide des juifs. Soral s'est défini lui-même, lors d'un de ses procès, comme « judéophobe ». Il a même été plus loin -si c'est encore possible -se revendiquant lui-même « national-socialiste français ». « National-socialiste »! C'est-à-dire nazi!! C'était en 2014 dans une vidéo vantant les soi-disant mérites de la politique économique de...Hitler.*

*Pas utile, je pense, de développer plus ici le CV de Soral. Soral un marginal à l'extrême droite? Il est en vérité un des principaux représentants d'un des courants de l'extrême droite française réactionnaire -un courant traditionnel de cette extrême droite, un courant lui ouvertement fasciste, complotiste et antisémite. Dénonçant le soi-disant « lobby juif » et le soi-disant « complot juif » pour dominer le monde, et qui serait responsable pour tous les malheurs du monde! Mais Soral a d'autres boucs émissaires. Il s'en prend également aux Roms, aux Maghrébins, aux Africains -et à leurs descendants dans nos quartiers populaires. Il s'en prend également aux mouvements féministes, homosexuels, etc.*

*Aux chômeurs qu'il traite eux aussi de « parasites ». Et pas un hasard si Soral a pu appartenir, jusqu'en 2009, au FN de Le Pen et de Louis Aliot. Il fut y compris membre de son comité central. Un membre dirigeant influent du FN. Dans cette période que nous connaissons aujourd'hui -de crise économique, social, idéologique et politique -, il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de nuisance, la dangerosité, d'un Soral. Malgré toutes ses condamnations, Soral est toujours libre -et libre de continuer ses provocations à la haine raciste, comme il s'apprête à le faire ici, dans ce département.*

*Et ce en toute impunité. Ce qui ne peut que nous indigner. Surtout quand on sait que le parquet (c'est-à-dire le gouvernement, qui se dit un rempart contre l'extrême droite) a fait appel du mandat d'arrêt prononcé contre Soral par le tribunal en avril dernier.*

*Quand on sait que ce même parquet vient de faire maintenir en détention le militant antifasciste Antonin Bernanos, accusé d'avoir participé à une altercation avec des militants d'extrême droite, sur la seule plainte d'un militant fasciste, identitaire. Deux poids, deux mesures dans la répression. Et on se souvient comment le gouvernement a réprimé et fait condamner tout récemment et en masse des opposants, des manifestants du mouvement social populaire. Deux poids, deux mesures dans la répression. **Ce n'est certainement pas sur les pouvoirs publics que nous devons compter** \*.*

*C'est avant tout sur les forces démocratiques et progressistes, sur notre unité, que nous devons compter pour faire échec à l'extrême droite, dans toutes ses variantes\*.*

(\*) Les sous-entendus, les non-dits explicites, **tout y est** pour apparaître comme, les **SEULS**, les **VRAIS**, les **BONS**, les **ESTAMPILLÉS**, ... **les vrais démocrates**...

Et toute cette engeance critique les pouvoirs publics mais n'a de cesse que de « se ruer » devant une sous-préfecture, soit dit en passant, antichambre des pouvoirs publics...

## La réunion du 22 août à la librairie infos

Bien évidemment, la réunion du jeudi 22 août à la librairie « **Infos** », n'a rassemblé que celles et ceux qui voyaient dans notre appel l'unique dimension de notre démarche : **la lutte contre le fascisme, ici et maintenant !** Sans aucun ostracisme ni a priori !

Une trentaine de personnes, vinrent à 18H30... S'y côtoyaient outre des militant-e-s du CVA66, des anarchistes, des Gilets jaunes et d'autres militant-e-s politiques ou syndicaux... La presse [*L'Indépendant*, *Made in Perpignan*...] ont assisté à la réunion.

Le CVA 66 avait pourtant invité à cette réunion les dites organisations ...

Malgré l'absence de l'ensemble des organisations invitées, la réunion nous a permis de finaliser la journée du 24.

"**Solidaires**", s'est déplacé afin de s'informer...

Nous avons donc été surpris de voir apparaître sur le site du NPA d'une part le sigle de **solidaires** tout autant que celui de la **LDH**, laquelle avait dès le 22 juillet posté sur son site l'appel du CVA66, le jugeant certainement **comme suffisamment unitaire** pour qu'il puisse y trouver hospitalité !

## ... A Céret, sans nous !

Le 24, une petite centaine de personnes se sont rendu-e-s à 10 heures du matin devant la sous-préfecture de Céret. Après les prises de parole de certains représentant-e-s des organisations présentes leur tract a été distribué sur le marché de la ville...

## A Amélie avec le CVA 66 ...

Le 24, mais à partir de 13H15, un peu plus d'une quarantaine de personnes se retrouvaient à Amélie-les-bains et y distribuaient le tract prévu à cet effet...

Nous avons avec nos « petits moyens » et nos « petits bras » fait de notre mieux !

Le CVA66, des militants anarchistes, libertaires, syndicalistes, des gilets jaunes, des militants politiques à titre personnel, des antifascistes des hauts cantons de l'Hérault (La Salvetat), toutes et tous se sont retrouvé-e-s à Amélie pour marquer leur irréductible et intemporelle opposition au fascisme...

A la «une» de *L'Indépendant* Dimanche 28 août



**Pourtant à 150 et pourquoi pas PLUS, à Amélie-les-bains**

*Le Samedi après-midi*

**Cela n'aurait pas été plus mal !!!**

Edward  
Militant du CVA66 et du groupe **Puig Antich** de l'O.A.

# Textes d'hier...et d'aujourd'hui

## Sommes-nous des pessimistes ?



Conférence d'Albert Camus sur le thème questionnant : « **Sommes-nous des pessimistes ?** » Camus conclut son cycle de conférences aux Etats-Unis, le 1<sup>er</sup> mai 1946, au Brooklyn collège de New York. Une conférence qui s'inscrivait en complément de « **La crise de l'Homme** »<sup>15</sup>

### Le texte...

*« Oui, c'est la vérité que nous vivons sans avenir et que le monde d'aujourd'hui ne nous promet plus que la mort ou le silence, **la guerre ou la terreur**. Mais c'est la vérité aussi que nous ne pouvons pas le supporter parce que nous savons que l'homme est une longue création et que tout ce qui vaut la peine de vivre, amour, intelligence, beauté, demande le temps et la maturité. Et si nous ne pouvons pas le supporter, nous devons le dénoncer. Et la première chose justement est de pousser ce cri de révolte.*

---

<sup>15</sup> Le texte initial de la conférence sera publié une première fois, en Anglais, en juillet 1946, dans le magazine américain **Vogue**, sous le titre « *The crisis of man. Inertia is the strongest temptation* »

A son retour des USA, Albert Camus reprend le texte, de manière condensée, qu'il intitule « **Nous autres meurtriers** » qui paraîtra dans le numéro "3" de la revue **Franchise** de novembre-décembre 1946.



**Car la terreur et la fatalité sont faites pour moitié au moins de l'inertie et de la fatigue des individus en face des principes stupides ou des actions mauvaises dont on continue d'empoisonner le monde.** La tentation la plus forte de l'homme est celle de l'inertie. Et parce que le monde n'est plus peuplé par le cri des victimes, beaucoup peuvent penser qu'il continuera d'aller son train pendant quelques générations encore. Il ira son train, en effet, mais parmi les prisons et les chaînes.

Parce qu'il est plus facile de faire son travail quotidien et d'attendre dans une paix aveugle que la mort vienne un jour, les gens croient qu'ils ont assez fait pour le bien de l'homme en ne tuant personne directement. **Mais, en vérité, aucun homme ne peut mourir en paix s'il n'a pas fait tout ce qu'il faut pour que les autres vivent et s'il n'a pas cherché ou dit quel est le chemin d'une mort pacifiée.** Et d'autres encore, qui n'ont pas envie de penser trop longtemps à la misère humaine, préfèrent en parler d'une façon très générale et dire que cette crise de l'homme est de tous les temps. Mais ce n'est pas une sagesse qui vaut pour le prisonnier ou le condamné. Et, en vérité, nous continuons d'être dans la prison, attendant les mots de l'espoir.

Les mots d'espoir sont le courage, la parole claire et l'amitié. Qu'un seul homme puisse envisager aujourd'hui une nouvelle guerre sans le tremblement de l'indignation et la guerre devient possible. Qu'un seul homme puisse justifier les principes qui conduisent à la guerre et à la terreur et il y aura guerre et terreur. Il faut donc bien que nous disions clairement que nous vivons dans la terreur parce que nous vivons selon la puissance et que nous ne sortirons de la terreur que lorsque nous aurons remplacé les valeurs de puissance par les valeurs d'exemple. Il y a terreur parce que les gens croient ou bien que rien n'a de sens ou bien que seule la réussite historique en a.

**Il y a terreur parce que les valeurs humaines ont été remplacées par les valeurs du mépris et de l'efficacité, la volonté de liberté par la volonté de domination. On n'a plus raison parce qu'on a la justice et la générosité avec soi. On a raison parce qu'on réussit. Et plus on réussit, plus on a raison. A la limite, c'est la justification du meurtre.**

Tout le monde aujourd'hui veut réussir, par l'argent ou par le jeu. Tout le monde veut triompher. Les nations ne souhaitent pas le succès parce qu'elles ont raison mais elles le veulent pour avoir enfin raison. Aucune d'elles ne veut plus écouter l'autre. Il n'y a plus de dialogues possibles dans un univers où tout le monde est sourd. Demain, ce sera le monologue du vainqueur et le silence de l'esclave. C'est pourquoi les hommes ont raison d'avoir peur, parce que dans un pareil monde c'est toujours par hasard ou par une arbitraire bienveillance que leur vie ou celle de leurs enfants sont épargnées. Et ils ont raison aussi d'avoir honte parce que ceux qui vivent dans un pareil monde sans le condamner de toutes leurs forces (c'est-à-dire presque tous) sont à leur manière aussi meurtriers que les autres.

Il n'y a qu'un seul problème aujourd'hui qui est celui du meurtre, toutes nos disputes sont vaines. Une seule chose importe qui est la paix.

Les maîtres du monde sont aujourd'hui incapables de l'assurer parce que leurs principes sont faux et meurtriers. Que du moins, et dans tous les pays, ceux qui refusent le meurtre se réveillent, dénoncent les faux principes et entament pour leur propre compte la réflexion, le dialogue, le démarche exemplaire qui démontreront au moins que l'histoire est faite pour l'homme et non pas le contraire.

Ceux qui ne veulent pas tuer doivent parler, et ne dire qu'une seule chose, mais la dire sans répit, comme un témoin, comme mille témoins qui n'auront de cesse que lorsque le meurtre, à la face du monde sera répudié définitivement. »

Albert Camus, **Franchise** N°3, novembre-décembre 1946.



# La Révolte, avec Dieu ou l'épée ou L'épée



*« Si je renonce à faire respecter l'identité humaine, j'abdique devant celui qui opprime, je renonce à la révolte et retourne à un consentement nihiliste. Le nihilisme alors se fait conservateur.*

*Si j'exige que cette identité soit reconnue pour être, je m'engage dans une action qui, pour réussir, suppose un cynisme de la violence, et nie cette identité et la révolte elle-même.*

*En élargissant encore la contradiction, si l'unité du monde ne peut lui venir d'en haut, l'homme doit la construire à sa hauteur, dans l'histoire. L'histoire, sans valeur qui la transfigure, est régie par la loi de l'efficacité.*

*Le matérialisme historique, le déterminisme, la violence, la négation de toute liberté qui n'aille pas dans le sens de l'efficacité, le monde du courage et du silence sont les conséquences les plus légitimes d'une pure philosophie de l'histoire.*

*Seule, dans le monde d'aujourd'hui, une philosophie de l'éternité peut justifier la non-violence. À l'historicité absolue elle objectera la création de l'histoire, à la situation historique elle demandera son origine.*

*Pour finir, consacrant alors l'injustice, elle remettra à Dieu le soin de la justice. Aussi bien, ses réponses, à leur tour, exigeront la foi. On lui objectera le mal, et le paradoxe d'un Dieu tout-puissant et malfaisant, ou bienfaisant et stérile. Le choix restera ouvert entre la grâce et l'histoire, Dieu ou l'épée. [...]*

## **Une opposition irréductible entre la révolte et les acquisitions de la révolution**

*Ainsi encore de la justice et de la liberté. Ces deux exigences sont déjà au principe du mouvement de révolte, et on les retrouve dans l'élan révolutionnaire. L'histoire des révolutions montre cependant qu'elles entrent presque toujours en conflit comme si leurs exigences mutuelles se trouvaient inconciliables.*

*La liberté absolue, c'est le droit pour le plus fort de dominer. Elle maintient donc les conflits qui profitent à l'injustice.*

*La justice absolue passe par la suppression de toute contradiction : elle détruit la liberté.*

*La révolution pour la justice, par la liberté, finit par les dresser l'une contre l'autre. Il y a ainsi dans chaque révolution, une fois liquidée la caste qui dominait jusque-là, une étape où elle suscite elle-même un mouvement de révolte qui indique ses limites et annonce ses chances d'échec.*

*La révolution se propose, d'abord, de satisfaire l'esprit de révolte qui lui a donné naissance ; elle s'oblige à le nier, ensuite, pour mieux s'affirmer elle-même.*

**Il y a, semble-t-il, une opposition irréductible entre le mouvement de la révolte et les acquisitions de la révolution.**

Albert Camus,  
*L'Homme révolté* V, « Révolte et meurtre », p.357-359.



# LA PLUME D'OA

## SPECIAL COPINAGE

Le **Café Plùm** : un café-librairie unique qui respire la rencontre.

Ouvert depuis août 2010, le **Café Plùm** se vit comme un pôle culturel en milieu rural. Ce lieu permet la rencontre entre la création artistique et les publics.

La programmation hebdomadaire proposée en partenariat avec l'association Ma Case, se veut éclectique : musique, conte, marionnette, théâtre, débat, scène découverte, rencontres littéraires.

Le **Café Plùm** est aussi une librairie indépendante avec un fonds de 3 500 ouvrages. Ce fond permet de valoriser une littérature que l'on peut dire engagée : littérature française ou étrangère, littérature jeunesse ou pratique, conte, bande dessinée ou encore poésie, le Café Plùm est en mesure de défendre les auteurs.

Mais le **Café Plùm** c'est aussi un Café - restaurant avec des produits frais et locaux !

Le Plùm est ouvert du mercredi au dimanche.

**Adresse** : Rue de Lengouzy 81440 Lautrec

**Contacter Café Plùm** [par e-mail](#)



05.63.70.83.30

**Le site web de Café Plùm** : [www.cafeplum.org](http://www.cafeplum.org)

**Site web** : [cafepum.over-blog.com](http://cafepum.over-blog.com)

**Facebook** : <https://www.facebook.com/cafe.plum>

Aujourd'hui 24 septembre 2019, sur **France Inter** l'annonce d'un festival du film libertaire...  
Samedi 5 octobre + une autre date...

## FESTIVAL DU FILM LIBERTAIRE (Projections, Rencontres, Concerts)

▪ Organisé par Café Plùm et ELAFF\*

\***ELAFF**, acronyme d'*écolo-libertaires antifascistes et féministes*, est un groupe d'action et de réflexion politique centré dans le département du Tarn.

### Samedi 5/10/2019 - Café Plùm - Lautrec (81)

10h30 : Projection « **Ni Dieu ni maître** » vol.1

15h 30: Projection « **Ni Dieu ni maître** » Vol.2

Suivi d'une discussion avec Tancrède Ramonet (réalisateur)

21h : Concert ACHAB (électro-rock, 7€/10€)

### Dimanche 6/10/2019 – Lautrec (81)

Café Plùm 11h : Rencontre littéraire

15h30 : Projection « **Ni Dieu ni maître** » Vol.3 INEDIT !

Discussion avec Tancrède Ramonet (réalisateur)

Débats : Actualités de l'autogestion libertaire

18h00 : Concert Fabien Cazabon (Chanson libertaire en duo avec Simon Valire, prix libre)



## Vient le moment de nous contacter...

Si la lecture de ce numéro d'IAL vous a intéressé-e-s, alors n'hésitez pas.

Vous pouvez entrer en contact avec nous en nous joignant par mail à  
[oa@infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa@infosetanalyseslibertaires.org)

Vous pouvez de même nous rencontrer ...

En Haute-Garonne...

[groupe.albert.camus@gmail.com](mailto:groupe.albert.camus@gmail.com)

Dans l'Aude...

[groupecarcassonne@gmail.com](mailto:groupecarcassonne@gmail.com)

Dans les Pyrénées-Orientales

[contact@groupe-puig-antich.info](mailto:contact@groupe-puig-antich.info)

Dans le Loiret

& dans la région parisienne

**Ecrire au secrétariat...**

